

## Les cinq principaux mythes entretenus par la Russie au sujet de l'OTAN

### Allégation : L'OTAN tente d'encercler la Russie.

**Dans les faits :** Cette allégation fait abstraction de la réalité géographique. Les frontières terrestres de la Russie représentent un peu plus de 20 000 kilomètres. Sur ces 20 000 kilomètres, 1215 seulement, soit moins d'un seizième de la longueur totale des frontières, bordent des pays actuellement membres de l'OTAN.

La Russie a des frontières communes avec 14 pays (Norvège, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Bélarus, Ukraine, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Mongolie, Chine et Corée du Nord). Seuls cinq d'entre eux sont membres de l'OTAN, tandis que deux autres sont candidats à l'adhésion.

L'allégation selon laquelle l'OTAN construirait des bases autour de la Russie est tout aussi infondée. Hors du territoire des pays de l'OTAN, l'Alliance ne maintient une présence significative qu'en trois endroits : au Kosovo, en Afghanistan et au large de la Corne de l'Afrique. Les trois opérations sont menées sous mandat de l'ONU, et donc avec l'assentiment de la Russie, ainsi que de tous les autres membres du Conseil de sécurité. Avant que la Russie commence à mener des actions agressives en Ukraine, elle fournissait un soutien logistique au profit de la mission en Afghanistan et elle coopérait directement avec l'opération de lutte contre la piraterie, montrant clairement qu'à ses yeux, ces opérations, loin d'être des menaces, étaient bénéfiques.

L'OTAN entretient des relations de partenariat avec de nombreux pays d'Europe et d'Asie, comme on peut le constater sur cette carte interactive. Ces partenariats, conclus à la demande des partenaires concernés, portent exclusivement sur des questions décidées avec eux, comme la préparation et le secours en cas de catastrophe, la transparence, la réforme des forces armées et la lutte contre le terrorisme. Ils ne peuvent légitimement être considérés comme une menace pour la Russie, ni pour aucun autre pays de la région, et encore moins comme une tentative d'encercllement.

### Allégation : L'OTAN a tenté d'isoler ou de marginaliser la Russie.

**Dans les faits :** Depuis le début des années 1990, l'Alliance s'emploie sans relâche à construire une relation de coopération avec la Russie dans des domaines d'intérêt commun.

L'OTAN a fait le premier pas, proposant un dialogue plutôt qu'une confrontation, au sommet qu'elle a tenu à Londres en juillet 1990 (déclaration [ici](#)). Dans les années qui ont suivi, l'Alliance a encouragé le dialogue et la coopération en créant de nouveaux cadres, à savoir le Partenariat pour la Paix (PPP) et le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), ouverts à tous les pays d'Europe, y compris la Russie (documents de base [ici](#) et [ici](#)).

En 1997, l'OTAN et la Russie ont signé l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles, texte portant création du Conseil conjoint permanent OTAN-Russie. En 2002, elles ont renforcé leurs relations grâce à la création du Conseil OTAN-Russie (COR). Elles ont réaffirmé leur attachement à l'Acte fondateur lors des sommets OTAN-Russie de Rome, en 2002, et de Lisbonne, en 2010 (Acte fondateur [ici](#), Déclaration de Rome portant création du COR [ici](#), et Déclaration du sommet OTAN-Russie de Lisbonne [ici](#)).

Depuis que le COR a été créé, l'OTAN et la Russie ont collaboré dans des domaines tels que la lutte antidrogue, la lutte contre le terrorisme, le sauvetage des équipages de sous-marins ou les plans civils d'urgence. Nous avons entrepris d'édifier avec la Russie une relation tout à fait unique, fondée non seulement sur l'intérêt mutuel mais aussi sur la coopération et l'objectif commun d'une Europe libre, entière et en paix. Aucun autre partenaire ne s'est vu offrir une relation comparable ni un cadre institutionnel aussi complet que celui-là.

### Allégation : La défense antimissile de l'OTAN vise la Russie et l'accord conclu avec l'Iran en est la preuve.

**Dans les faits :** Le système de défense antimissile de l'OTAN n'est ni conçu ni dirigé contre la Russie. Il ne représente pas une menace pour la capacité de dissuasion stratégique de la Russie.

Le secrétaire général délégué de l'OTAN, Alexander Vershbow, l'a déjà expliqué : que ce soit en termes de géographie ou de physique, il est impossible pour le système OTAN de détruire des missiles intercontinentaux russes depuis les sites de l'OTAN en Roumanie ou en Pologne. Ses capacités sont trop limitées, le nombre d'installations prévues est insuffisant, et les sites sont trop au sud ou trop près de la Russie.

Des responsables russes l'ont eux-mêmes confirmé : le bouclier prévu par l'OTAN ne nuira nullement à la capacité de dissuasion de la Russie. Le vice-premier ministre Dimitri Rogozine, émissaire de la Russie pour les questions de défense antimissile, a déclaré le 26 janvier 2015 que ni le système actuel de défense antimissile ni le système prévu ne pourraient nuire au potentiel de la Russie en matière de défense antimissile, ni même semer le doute à ce sujet.

Enfin, l'affirmation russe selon laquelle la signature de l'accord-cadre sur le programme nucléaire iranien rend inutile la défense antimissile de l'OTAN est fautive à deux titres.

D'une part, l'accord conclu avec l'Iran ne couvre pas la prolifération de la technologie des missiles balistiques, question complètement différente de celle du nucléaire.

D'autre part, comme l'OTAN n'a cessé de l'expliquer, la défense antimissile ne vise pas un pays en particulier mais bien la menace que constitue la prolifération de manière générale. De fait, plus de trente pays possèdent ou s'efforcent d'acquiescer la technologie des missiles balistiques. L'accord-cadre sur l'Iran ne change rien à cette réalité.

### Allégation : Les exercices de l'OTAN sont une provocation qui menace la Russie

**Dans les faits :** Tous les pays ont le droit de mener des exercices pour autant qu'ils agissent dans le respect de leurs obligations internationales, notamment en annonçant le nombre de personnels concernés et en accordant des possibilités d'observation si la demande en est faite.

Afin de favoriser la confiance et la transparence, les membres de l'OSCE sont tenus, en vertu du Document de Vienne, d'annoncer la tenue des exercices faisant intervenir plus de 9000 personnels, à moins qu'il ne s'agisse d'exercices surprise visant à tester l'état de préparation.

L'OTAN et les Alliés se sont toujours strictement conformés à l'esprit et à la lettre du Document de Vienne. Les exercices pour lesquels les effectifs étaient supérieurs au seuil de notification ont été annoncés largement à l'avance. C'est ainsi que la Russie a pu envoyer des observateurs assister à l'exercice Joint Warrior, conduit par le Royaume-Uni en avril 2015.

La Russie, en revanche, a organisé de multiples exercices surprise faisant intervenir des dizaines de milliers d'hommes, dont certains dans des zones proches du territoire OTAN. La pratique consistant à organiser sans préavis des exercices massifs est une violation de l'esprit du Document de Vienne, qui génère des tensions et mine la confiance. Cela tient en particulier au fait que la prise de la Crimée par l'armée russe a été menée sous couvert d'un tel exercice surprise.

Ce sont donc les exercices de la Russie, et non ceux de l'OTAN, qui constituent une menace pour la stabilité.

### Allégation : Les dirigeants des pays de l'OTAN ont promis, au moment de la réunification de l'Allemagne, que l'Alliance ne s'élargirait pas vers l'est.

**Dans les faits :** Aucune promesse en ce sens n'a jamais été faite, et la Russie n'a jamais produit la moindre preuve pour étayer ses allégations.

Toute décision officielle de l'OTAN est adoptée par consensus et consignée dans un compte rendu. Il n'existe aucun document attestant d'une telle décision de l'Alliance, et aucune promesse de ce type ne peut donc avoir été faite.

Par ailleurs, au moment de cette prétendue promesse, le Pacte de Varsovie existait toujours. Ses membres ne se sont mis d'accord sur sa dissolution qu'en 1991. Par conséquent, il n'est pas plausible d'affirmer que l'idée de leur adhésion à l'OTAN était à l'ordre du jour en 1989.

L'ex-président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, l'a lui-même confirmé. Le 15 octobre 2014, dans un entretien accordé à Rossiiskaya Gazeta et à Russia Beyond The Headlines, il a ainsi déclaré :

*« La question de « l'expansion de l'OTAN » n'a pas du tout été examinée, et elle n'a pas été évoquée durant ces années. Je le dis de manière pleinement responsable. Pas un seul pays d'Europe orientale n'a soulevé la question, pas même après que le Pacte de Varsovie eut cessé d'exister, en 1991. Les dirigeants des pays occidentaux ne l'ont pas soulevée non plus. »*